

La dette publique espagnole vient de franchir le seuil symbolique des 100% du PIB



C'est la nouvelle économique du jour en Espagne : la dette publique vient de dépasser officiellement les 100 % du Produit intérieur brut (PIB) selon les données fournies par la Banque d'Espagne.

C'est la première fois depuis 1909 que l'endettement de l'État et des administrations publiques atteint ce niveau outre-Pyrénées.

L'Espagne subissait alors une crise économique, politique et financière qui durait depuis environ dix années. Depuis que des statistiques fiables ont été établies à ce sujet, la dette publique a atteint un maximum de 149 % du PIB en 1889 et un minimum de 7,3 % en 1975.

Rappelons que l'année 1975 a été marquée par la mort de Franco, la restauration de la monarchie puis la libéralisation politique et économique du pays, qui ont permis à l'Espagne de déposer sa candidature à l'adhésion à la Communauté Économique Européenne (CEE) en 1977.

Cette demande d'adhésion - concomitante dans la chronologie avec le redémarrage du niveau d'endettement public - s'est traduite par la signature du traité de Madrid le 12 juin 1985. L'Espagne est devenue membre des Communautés le 1er janvier 1986 en même temps que le Portugal, et membre de l'UE avec la ratification du traité de Maastricht à partir du 1er janvier 1993.

Union Populaire Républicaine | UPR

~~L'union du peuple pour rétablir la démocratie en libérant la France de la prétendue union européenne de l'OTAN et de l'euro~~
L'arrivée massive de fonds dits "européens" a permis une hausse rapide du niveau de vie des Espagnols, en même temps que les gouvernements acceptaient d'endetter l'État de plus en plus lourdement.

Trente ans après son entrée dans la CEE, l'Espagne a donc franchi ce 18 mai 2016 le seuil symbolique de 100% du PIB pour sa dette publique, et cette nouvelle tombe au plus mauvais des moments :

- d'une part, parce que cette information témoigne aux yeux du public que le remède de cheval ultra-libéral, imposé par l'UE et la BCE à l'Espagne depuis plusieurs années, a provoqué une montée en flèche des faillites et de la pauvreté mais n'a pas arrêté le moins du monde la hausse irrésistible de l'endettement public. Le remède de cheval ne fonctionne donc pas.

- d'autre part, parce que la crise politique n'est toujours pas réglée chez notre voisin d'outre-Pyrénées : l'Espagne va connaître de nouvelles élections générales le 26 juin 2016, un peu plus de 180 jours après le précédent scrutin parlementaire qui n'a pu dégager aucune majorité claire au Congrès des députés, la chambre basse des "Cortes Generales".

- enfin, parce que la Commission européenne examinait ces jours-ci la possibilité de sanctionner financièrement l'Espagne et le Portugal pour déficit public excessif.

Sa décision sera finalement rendue début juillet, comme par hasard quelques jours après les élections générales...

Source : <http://www.elimparcial.es/noticia/164984/economia/La-deuda-publica-supera-el-100-del-PIB.html>

N.K et François Asselineau